L'achat à 8,5 millions USD d'un avion présidentiel pollue l'atmosphère au Burundi

PANA, 21 octobre 2014 Bujumbura, Burundi - Les Burundais ont eu la confirmation officielle, mardi, de l'achat d'un nouvel avion présidentiel à 8,5 millions de dollars américains, mais sans plus de précisions sur un certain nombre d'interrogations qui suscitaient des polémiques depuis quelques temps dans les milieux des défenseurs de la bonne gouvernance économique sur le type d'appareil, le nombre de sièges, le retard qui a été mis dans sa livraison ou en le fabriquant.

Le trésorier observatoire de lutte contre la corruption, les malversations économiques et financières (Olucome) monologuait depuis des jours sur un achat, dans des conditions "douteuses" de l'avion, avant que le porte-parole de la Présidence de la République, Léonidas Hatungimana, n'improvise une conférence de presse pour quelques éclaircissements. L'avion n'est pas aussi mystérieux que cela mais plutôt une commande officielle du gouvernement burundais pour faciliter le transport du Président Pierre Nkurunziza qui, depuis la vente du Falcon 50, en 2007, voyageait à bord de compagnies commerciales lors des missions officielles à l'étranger. Une polémique non encore éteinte avait également eu lieu lors de la vente du Falcon 50 présidentiel (photo) à un prix "réduit" de cinq millions de dollars américains, soutenait encore, à l'époque des faits, l'Olucome. Contrairement aux spéculations de l'avion n'a pas été acheté sur des avances d'une multinationale qui a remporté un marché d'exploitation Burundi, a indiqué le porte-parole du Président. L'avion n'a pas non plus été acheté avec des prélèvements indemnités des militaires burundais qui sont présents dans des missions de maintien de la paix à l'étranger, a-t-il en balayé du revers de la main, les allégations du Président de l'Olucome, Gabriel Rufyiri. L'opinion a été encore que la Présidence de la République n'avait enfreint aucune loi en passant commande de cinq jeeps blindées à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance nationale du Burundi en 2012, pour le déplacement sécuritaire des hôtesses de l'air du pays. Les jeeps ont été toutefois retirées de la circulation pour une défaillance au niveau du système de freinage, selon le porte-parole qui a précisé au passage que le défaut de fabrication était en voie de réglage.